

RAPPORT D'ACTIVITE ET D'ORIENTATION

*Présenté par Jacques ROUCHAUSSE, Secrétaire Général
Reims, le 16 novembre 2007*

Parce que nous le valons bien !

Valoriser les origines France

1) Faire, savoir faire et le faire savoir

La Fédération nationale des producteurs de légumes a tout au long de l'année conduit des projets, multipliés actions et interventions, établi des propositions, dans un contexte parfois difficile, toujours évolutif.

Cette activité a été conduite au niveau national sous l'impulsion de notre Présidente par des responsables professionnels engagés, membres du Bureau et du Conseil d'Administration, appuyés par les hommes et nourrie par les compétences de nos organisations de terrain, syndicales, économiques ou techniques.

► Une activité internationale chargée !

La réforme de l'OCM des fruits et légumes, la mise en place du règlement développement rural et les perspectives d'évolution de la PAC ont fait l'objet d'un travail de réflexion et de lobbying soutenu dans le cadre de la FNSEA et du COPA, auprès de la Commission européenne, en liaison étroite avec les services du ministère de l'Agriculture et avec le soutien du Bureau européen de l'Agriculture française.

La FNPL a également entretenu ou développé des relations bilatérales avec nos collègues d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie et de Suisse.

La réforme de l'OCM décidée en juillet 2007 préserve le rôle central des OP et ouvre des perspectives pour anticiper et gérer les crises conjoncturelles.

Le cadre réglementaire du développement rural permet la mise en place de **mesures agro environnementales** adaptées aux productions légumières ;

La suppression de l'article 51 place les productions légumières dans une situation de distorsion de concurrence ; l'autorisation de cultiver des endives, melons, oignons et choux-fleurs, obtenue de haute lutte, permet cependant de limiter les dégâts pour 2008.

La FNPL demande que les légumes frais soient pleinement intégrés dans le Régime de Paiement Unique (RPU) et que l'ensemble des surfaces légumières soient dotées de droits à paiement unique (DPU) dès 2009.

► Filière : le travail est devant nous...

Des relations suivies au sein d'Interfel, avec les Sections nationales, la DGCCRF et le ministère de l'Agriculture pour structurer l'économie de notre filière, équilibrer les relations commerciales et combattre les promotions ou ristournes abusives ainsi que les pratiques de PAV déstabilisantes, mettre au point avec le Ctifl le guide des bonnes pratiques hygiéniques, valoriser les produits, promouvoir la consommation de fruits et de légumes.

A signaler notamment même s'ils restent à amplifier, les progrès des Maraîchers de Tradition, les efforts de structuration de la salade d'été, l'implication de la FNPL et des producteurs de légumes dans la semaine de la Fraîch'attitude, le mise en route de projets permettant d'améliorer l'accessibilité des fruits et légumes.

Nous avons également géré la crise d'origine climatique des marchés des légumes d'hiver, tout particulièrement de la salade, en étroite liaison avec la section nationale et l'interprofession, même si les aides obtenues ne sont pas à la hauteur des difficultés rencontrées. Une meilleure réactivité de la filière est souhaitable pour dynamiser les marchés et gérer ses à coups conjoncturels.

Par ailleurs, nous devons faire face collectivement, et avec plus d'efficacité aux polémiques sur les prix des fruits et des légumes.

► Adapter nos entreprises !

La **protection des cultures**, ne pas laisser d'impasses techniques, faire émerger des solutions alternatives ont été au cœur de nos préoccupations. Des relations étroites avec le ministère de l'agriculture ont permis de porter avec le soutien actif de la FNSEA nos propositions et demandes préparées avec l'ensemble de la profession, sections nationales, stations expérimentales et la précieuse expertise du CTIFL. Ce combat n'est ni terminé, ni gagné ; il faut le poursuivre ensemble.

Parallèlement, nous avons travaillé avec l'Inra et le Ctifl à mettre en place un Groupement d'Intérêt Scientifique sur la Production intégrée en Culture légumière (**Gis Picleg**). Rassemblant ainsi moyens et expertises, créant des synergies entre l'ensemble des acteurs de la recherche et du développement, nous jetons les bases de la production légumière de demain, compétitive et efficace, respectueuse de l'environnement et répondant aux attentes de la société.

La FNPL a poursuivi les travaux en faveur de **l'adaptation des entreprises serristes à une énergie chère** ; le contexte actuel demande d'amplifier la mise en œuvre du plan Bussereau, de préserver les tarifs tel et tel nuit, d'alléger les taxes sur l'énergie.

Le **plan d'adaptation** progresse :

Les travaux de la FNPL et des régions engagées dans le projet Resol ont permis de mettre au point en 2007 un diagnostic stratégique des entreprises légumières.

Nous avons aussi présenté aux Conseils Régionaux le plan d'adaptation en participant avec Estifel au Congrès des régions de France, le 14 décembre 2006 à Dijon.

Nous avons aussi transmis nos propositions à la FNSEA et au Ministre de l'Agriculture dans le cadre du Grenelle de l'environnement.

► Main-d'œuvre, coût du travail, ressources humaines et insertion

La FNPL a multiplié ses interventions dans les départements et salons (Sival, Sifel, Miffel, salon de l'Agriculture) pour contribuer à une meilleure gestion des ressources humaines dans les entreprises légumières, accompagner les entreprises d'insertion et organiser des transferts de savoir-faire vers les entreprises classiques.

Une charte de l'employeur en production légumière a été travaillée et peut aujourd'hui être proposée aux maraîchers de France. Les outils de GRH de la FNPL ont été enrichis d'un Cdrom sur les relations entre salariés et chef d'entreprise. Nous pourrions participer avec efficacité et crédibilité au Grenelle de l'insertion qui sera ouvert prochainement par le Gouvernement.

La FNPL est intervenue avec une bonne reprise dans les médias pour dénoncer le coût croissant du travail et demander que les charges sociales soient transférées sur d'autres sources de financement comme par exemple la TVA sociale.

La FNPL participe par ailleurs aux travaux de la Commission emplois de la FNSEA et y défend en liaison avec la FNPHP et la Fnpf les intérêts de nos entreprises fortement employeuses de main d'œuvre.

2) Anticiper pour s'adapter

► Valoriser nos produits !

Un grand chantier **d'organisation de la production et de structuration de la première mise en marché** a été ouvert par le renforcement du rôle des interprofessions via les lois d'orientation agricole et de développement des territoires ruraux, la réforme de l'OCM, et enfin la mission de réflexion conduite au sein du ministère de l'agriculture cet automne.

A nous de savoir exploiter les potentiels de la nouvelle OCM, faire émerger ou renforcer des projets et des organisations adaptées aux produits, aux marchés, aux régions de production, dans le but de défendre durablement le revenu des producteurs de légumes par la valorisation des produits et le prix payé pour nos légumes !

La mise en place d'une section nationale « salade d'été », l'appui aux sections nationales produits pour **anticiper et gérer les crises conjoncturelles** ou à la mise en route d'une Maison des Fruits et Légumes de l'Est, le développement du réseau des Maraîchers de Tradition ainsi que l'implication des collectivités territoriales (Perpignan ville pilote) seront parmi nos objectifs pour 2008.

Les producteurs de légumes doivent se réinvestir dans la commercialisation et la valorisation de leur production, et faire des propositions de valorisation des origines « France » aux acteurs de la filière, à l'interprofession, aux Pouvoirs publics nationaux ou territoriaux. C'est en ce sens que nous avons participé au forum de l'agriculture péri urbaine, le 23 février 2007 à Lyon.

► Anticiper les risques

Complémentaire d'une bonne maîtrise de la valorisation des produits et de l'anticipation/gestion des crises conjoncturelles de marché, La FNPL poursuivra son action pour obtenir par l'amélioration de la déduction pour aléa (DPA) un véritable dispositif d'épargne de précaution défiscalisée pour les entreprises de production légumière. Le rapport du sénateur Mortemousque le prévoit, il faut maintenant le faire !

► Valoriser nos métiers !

Sans relâcher la pression sur la baisse des charges qui handicapent nos emplois, nous poursuivrons en 2008 nos efforts en faveur de l'image et de la performance de nos métiers : en particulier en proposant la Charte de l'employeur à tous les producteurs de légumes.

L'autodiagnostic en gestion des ressources humaines sera mis largement à disposition des organisations adhérentes de la FNPL, notamment avec l'appui de la FNSEA (GPE).

► Serre et énergie : adapter l'outil de production !

Avec l’allègement du coût des énergies, la FNPL poursuivra son action pour mettre en place un dispositif national unique d’aide à la modernisation du parc de serres en France et d’amélioration de ses performances énergétiques, la circulaire serre, inscrit dans la durée et doté des moyens nécessaires, intégré dans le plan de développement rural hexagonal.

La mise en place d’une politique de cogénération adaptée aux structures serristes de petite taille, et le développement de sources d’énergie alternatives restent des objectifs également prioritaires.

► Plan d’adaptation : projets d’entreprise et mesures agro environnementales

Dans le cadre des outils du Plan d’adaptation, la FNPL va tester puis mettre largement à disposition son diagnostic stratégique des entreprises légumières.

Les mesures agroenvironnementales seront testées en production légumière dès 2008 dans trois régions de production, en particulier dans le Nord et en Normandie.

Le programme PICLég entrera dans sa phase opérationnelle.

3) Se donner les moyens de nos ambitions !

Les enjeux difficiles auxquels nos entreprises doivent faire face mais aussi les perspectives d’avenir de nos produits, beaux, bons, bons pour la santé, générateurs d’emplois et d’activité économique exigent que les producteurs se donnent collectivement les moyens de réussir.

Il nous faut non seulement faire mais savoir-faire, agir, produire, mais confronter nos analyses, proposer, rassembler, informer et mobiliser les producteurs de légumes de France !

Nos métiers, nos produits le valent bien !

C’est pourquoi, nous devons renforcer nos efforts pour :

- informer tous les producteurs de légumes en faisant en sorte de diffuser le plus largement possible Légumes infos,
- renforcer le lien entre les producteurs et les organisations adhérentes de la FNPL, notamment au moyen du « Fil du Haricot », lettre réservée aux producteurs adhérents aux organisations membres de la FNPL,
- être plus présents, ensembles, auprès des producteurs, notamment lors des salons, Sival, Sifel, Miffel,
- impliquer et former les jeunes maraîchers dans la défense collective de notre profession, en particulier par le séminaire annuel des jeunes maraîchers,
- ouvrir nos réflexions aux entreprises de l’amont avec le Club Partenaire,

La FNPL investit dans ces outils, et vient d’ouvrir un poste de chargé de mission pour pouvoir apporter un meilleur appui aux organisations adhérentes, mobiliser les compétences des animateurs et des professionnels, mutualiser les outils et expériences au sein de notre réseau professionnel.

Ce travail doit être une priorité, il vous concerne tous, il nous concerne tous !

Nous inviterons d’ailleurs l’ensemble des animateurs « légumes » à une réunion dans les prochaines semaines pour établir un plan d’action au service des producteurs de légumes.

Enfin, il importe de savoir aussi se donner les moyens financiers de nos ambitions !

Chaque euro investi dans notre défense professionnelle est rentable, très rentable, et prépare l’avenir !

C’est pourquoi votre Conseil d’Administration vous propose de moderniser le système d’appel de cotisation de votre Fédération Nationale, pour plus d’efficacité, plus de synergies, plus de cohésion et de solidarité de notre profession, dans le but de:

« Défendre tous les producteurs de légumes, par la valorisation des hommes et des entreprises de production, dans le respect de leurs différences, dans l’intérêt des consommateurs. »

Annexes :

- L’Agenda de la FNPL
- Réforme de l’Organisation Commune des Marchés des fruits et des légumes : des orientations positives à concrétiser !
Organisation de la production/structuration de la 1^{ère} mise en marché
- DPU et cultures légumières
- Communiqué de presse APRIFEL
- Démarche stratégique d’entreprise
- PICLég : la production intégrée des cultures légumières
- Plan d’adaptation des entreprises légumières : expérimentation en 2008 dans 2 régions pilotes
- Protection des cultures
- Serres et énergie
- Tableau d’activités de la FNPL

L'AGENDA DE LA FNPL

Moments clefs de l'action de la FNPL en 2006/2007

La FNPL a participé aux travaux de la FNSEA (Conseil d'Administration, Commissions Emploi, Environnement, Comité de Coordination des Associations Spécialisées, ...), du CTIFL, d'INTERFEL et mené un nombre important d'actions et mis en place des projets au cours de l'année.

❖ Octobre

- 11 – Commission emploi à la FNSEA : présentation des travaux de RELIE
- 11 – Plan d'adaptation, réunion de travail sur les MAE
- 17/19 – Miffel en Avignon : la FNPL présente le film d'échanges entre salariés et chefs d'exploitation, nouvel outil de travail sur les ressources humaines
- 19 au 21 – 50^{ème} Congrès National des Producteurs de Légumes à Perpignan
- 20 au 21 – Communiquer vers le public : « Les légumes dans la ville » s'invitent à Perpignan

❖ Novembre

- 07 – Assemblée Générale de la Fédération des Maraîchers et Producteurs de Légumes d'Alsace
- 20 – Assemblée Générale de la section des producteurs de fruits et légumes de Seine-et-Marne
- 21 – Comité serre et énergie Viniflor
- 29 au 01 – Groupe F&L au Copa à Bruxelles

❖ Décembre

- 14/15 – La FNPL participe au Congrès de l'Association des Régions de France

❖ Janvier

- 4 - La FNPL anime une réunion dans le Vaucluse sur les ressources humaines, à partir du documentaire « Après faut qu'on discute »
- 10 - Tradition Maraîchère : réunion d'information dans la Marne sur le projet de valorisation des productions locales avec le Ministère de l'Agriculture, la DRAF Ile de France, le CTIFL et Interfel.
- 11 - Conseil spécialisé de Viniflor consacré à la réforme de l'OCM
- 18 - Sival à Angers : Journée FNPL sur les ressources humaines
- 23 - La FNPL anime une réunion en Normandie sur la Gestion des Ressources Humaines
- 24 - INRA (Avignon) : la FNPL participe à la réunion de filière sur les enjeux et orientations de recherche pour les filières fruits et légumes
- 24 - Alméria (Espagne) : la FNPL participe au congrès des producteurs espagnols (COAG)
- 25/26 - Vérone (Italie) : la FNPL participe au congrès des producteurs italiens (la Confagricoltura)
- 31 - Pôle Légumes Région Nord : présentation du plan d'adaptation

❖ Février

- 01 - Comité Serre et Energie à Viniflor
- 13- Comité de Coordination des Associations Spécialisées de la FNSEA consacré à la réforme de l'OCM fruits et légumes
- 28/02 – 3/03 - Séminaire Jeunes Maraîchers de la FNPL en Allemagne

❖ Mars

- 05 - Pour la FNPL, Denis Onfroy participe à la rencontre INRA sur les recherches pour la filière légumes au Salon International de l'Agriculture
- 07 - Tradition Maraîchère : réunion avec l'association Jardin de Perpignan sur l'application concrète de leur entrée dans le réseau Tradition Maraîchère
- 07 - A. Delahaye et D. Onfroy participent au titre de la FNPL à la conférence sur l'OCM organisée par la Commission européenne au Salon de l'Agriculture avec Tomas Garcia Azcarate. La FNPL a notamment insisté sur la nécessaire anticipation dans la gestion des crises, et les distorsions de concurrence au sujet des DPU.

- 08 - A l'occasion du salon de l'agriculture, la FNPL, en partenariat avec Vivea, organise un échange sur le thème des ressources humaines, à partir du film « Après faut qu'on discute »
- 09 - D. Onfroy participe pour la FNPL au groupe consultatif F&L de la Commission européenne sur l'OCM
- 14 - SIFEL : la FNPL, en partenariat avec le BGSO, organise une conférence débat sur l'enjeu des ressources humaines pour les filières fruits et légumes
- 15 - Protection des cultures : la FNPL rencontre la DGAL
- 16 - Aix-en-Provence : la FNPL anime un débat sur les ressources humaines à partir du film « Après faut qu'on discute »
- 21 - Le ministre de l'Agriculture, Dominique Bussereau, organise une conférence nationale avec une délégation professionnelle conduite par Angélique Delahaye, présidente de la FNPL, sur les légumes d'hiver afin de gérer la crise.
- 30 – Comité mixte franco-espagnol à Madrid
- 30 - Côtes d'Armor : la FNPL anime un débat sur les ressources humaines à partir du film « Après faut qu'on discute »

❖ **Avril**

- 10 - Rencontre avec D. Bussereau à propos de la crise des légumes d'hiver
- 11 - Comité de coordination des Associations Spécialisées de la FNSEA sur la réforme de l'OCM des fruits et légumes et les perspectives d'évolution de la PAC
- 12 - Bureau FNPL consacré aux produits phytosanitaires, à l'OCM et à la crise des légumes d'hiver
- 17/19 - Colloque EGEA à Bruxelles sur le rôle des fruits et légumes dans la lutte contre l'obésité, organisé par Interfel/Aprifel
- 23 - Denis Onfroy rencontre Tomas Garcia Azcaraté à la Commission européenne sur la réforme de l'OCM des fruits et légumes et M. Tarno sur le développement rural

❖ **Mai**

- 04/05 - La FNPL, représentée par D. Onfroy, participe au forum international des maraîchers en Suisse
- 11 - Réunion du groupe du projet « accessibilité » à la DGAL

❖ **Juin**

- 07 - Groupe de travail sur la Réforme de l'OCM à Viniflor
- 08 - Rencontre avec Christophe Lecourtier, Directeur de Cabinet, et Hervé Durand, conseiller technique, du Ministre de l'Agriculture, Christine Lagarde
- 19 - Rencontre avec Christophe Malvezin, Conseiller Technique de l'Elysée
- 28 - Groupe consultatif tomates de la Commission Européenne

❖ **Juillet**

- 04 - Denis Onfroy participe à la réunion de préparation du Grenelle de l'environnement à la FNSEA
- 06 - Angélique Delahaye et Denis Onfroy participent au groupe « OCM » à Viniflor
- 19 - Denis Onfroy participe au groupe F&L du COPA

❖ **Août**

- 01 - Angélique Delahaye rencontre Michel Barnier
- 02 – Angélique Delahaye, Présidente de la FNPL, et Philippe Retière, Président des Maraîchers Nantais, reçoivent Michel Barnier, ministre de l'Agriculture, pour une visite d'exploitation légumière
- 09 - Grenelle de l'environnement : Denis Onfroy représente la FNPL à une réunion de travail à la FNSEA

❖ **Septembre**

- 25 - Jean Sales participe au groupe « accessibilité des F&L »

❖ **Octobre**

- 03 - A. Delahaye et G. Roche participent à la réunion consacrée à la protection des cultures du Groupement d'Intérêt Scientifique de l'INRA sur les F&L. L'INRA présente PicLég
- 04 - Formation des conseillers du Sileban et du Pôle Légumes Région Nord sur le diagnostic Resol
- 08 - FNPL : G. Roche réunit un groupe de travail FNPL sur les produits phytosanitaires avec le Ctifl
- 08 - D. Onfroy rencontre M. Stoumboff du cabinet du Ministère de l'Agriculture, sur le plan d'adaptation des entreprises légumières

- 10 - Angélique Delahaye, Martine Milan et Claude Trémelat rencontrent Claude Viau, conseiller technique de Michel Barnier sur les questions sociales
10/11 - J.Rouchaussé et D.Onfroy participent au Forum Végétal à Angers au sujet de la valorisation de la production locale (Tradition Maraîchère) et de la production intégrée des cultures légumières
17 – A. Delahaye et D.Onfroy participent à la 1^e réunion du GIS PICLég avec l'INRA et le CTIFL
23 - Viniflor : comité énergie, la délégation est conduite par J.F. Vinet
25 - Réunion du Club Partenaires chez Phalippou-Frayssinet avec J.C. Le Gall et J. Rouchaussé

❖ **Novembre**

- 13 – D. Onfroy et J. Sales participent au colloque INRA « Fruits et légumes dans l'alimentation : enjeux et déterminantes de la consommation »
14 – A. Delahaye participe au Comité de Coordination des Associations Spécialisées sur l'organisation économique de la filière
15 au 17- 51^e Congrès national des producteurs de légumes à Reims : « Valoriser l'origine France ! »
15 au 17 - « Les Légumes dans la Ville », à la rencontre du public, à Reims

Réforme de l'organisation commune des marchés des fruits et des légumes : des orientations positives à concrétiser !

L'accord politique intervenu le 12 juin à Luxembourg entre les ministres de l'agriculture européens au sujet de la réforme de l'organisation commune des marchés des fruits et des légumes (OCM) apporte des évolutions notables à la politique européenne agricole dans le secteur des productions légumières:

-En encourageant la consommation de fruits et de légumes dans les écoles, il amorce une première évolution de la PAC vers la prise en compte des enjeux de santé publique, conformément aux orientations du livre blanc de la Commission européenne en faveur d'une stratégie européenne pour les problèmes de santé liés à la nutrition (COM 2007 279) du 30 mai 2007. La production de légumes est désormais reconnue de ce fait comme stratégique pour l'Union européenne.

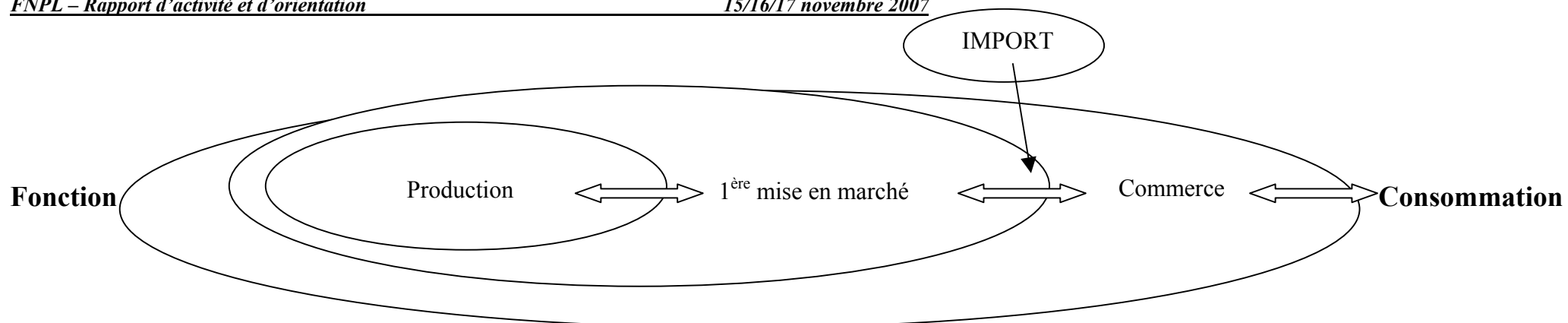
-L' OCM est confortée dans son orientation principale d'appui aux projets d'entreprise collectifs par le renforcement des organisations de producteurs et la mise en place de dispositifs d'anticipation/gestion des crises dans lesquels les producteurs indépendants pourront être associés aux Organisations de Producteurs. Cela représente un effort financier potentiel important de l'Union européenne et autorise les Etats membres à participer financièrement aux actions des producteurs pour anticiper et gérer les crises. Ces outils doivent permettre de conforter le revenu des producteurs par la valorisation des produits et une meilleure gestion des marchés.

-Le secteur des fruits et des légumes est intégré dans le régime de paiement unique (DPU) ce qui préfigure l'évolution générale de la PAC. Afin de faciliter la gestion des assolements dans les entreprises et éviter toutes distorsions de concurrence entre les producteurs français ou des différents Etats membres de l'Union européenne, il est indispensable que la France ne diffère pas l'intégration des cultures légumières dans le régime des DPU.

Compte tenu des positions innovantes de la France en matière d'anticipation des crises, les résultats de la négociation, menée par Christine Lagarde à Luxembourg, sont particulièrement positifs.

Il restera au Gouvernement à rendre les arbitrages nécessaires et à dégager les moyens complémentaires nationaux pour mettre en œuvre, au profit de tous les producteurs de légumes de France, les décisions prises à Luxembourg.

La Fnplégumes estime par ailleurs qu'il faudra veiller à ce que tous les produits commercialisés en Europe respectent bien les mêmes conditions de production sanitaires, environnementales et sociales.



Fonction	Production	1 ^{ère} mise en marché	Commerce	Consommation
Entreprises	Producteurs	Outils commerciaux : Producteurs-vendeurs Producteurs-Expéditeurs Bureaux de vente Expéditeurs	Acheteurs-distributeurs Grossistes Centrales d'achat GMS Détailants RHD Transformation Exportateurs Collectivités territoriales (donneurs d'ordre)	Les consommateurs
Actions	Construction d'une Offre	Confrontation offre/demande	Expression de la demande	
	Politique produit ou groupe produits : Connaissance production Maîtrise de l'offre Charte de production Identification d'une offre Expérimentation	Stratégie de 1^{ère} mise en marché produit ou groupe produits : Appréhension du marché Marketing Promotion, mise en avant à l'aval Transparence des transactions Cotations Commissions de 1 ^{ère} mise en marché (régionales, nationales ?)	Stratégie de développement des marchés : Appréhension de la demande Stimulation de la demande Communication – Publipromotion Dialogue avec les consommateurs Cellule de veille médiatique Interprofession nationale	
Lieux d'animation ou d'actions collectives	SR – SN Produits Comités de bassin			
Missions et règles de Fonctionnement ?	A définir	A définir	A définir	

DPU et Cultures légumières

La réforme de l'OCM des F&L de l'été 2007 a supprimé l'article 51, les Etats-membres ayant jusqu'au 31/12/10 pour appliquer cette décision.

Cet article prévoyait l'interdiction de cultiver des fruits, légumes et pommes de terre sur les terres activant des droits à primes afin d'éviter les distorsions de concurrence entre producteurs. La généralisation de la régionalisation des aides dans de nombreux Etats membres, en particulier l'Allemagne et les anciens pays de l'Est, avait rendu cet article inopérant, les producteurs de légumes de ces pays bénéficiant des DPU régionalisés.

La France a jusqu'au 1^{er} novembre pour informer la commission européenne des modalités de sortie de l'article 51 du règlement 1782/2003 qui a institué la réforme de la PAC en 2003.

Le Conseil Supérieur d'Orientation de l'économie agricole, réuni le 16 octobre, a donné un avis favorable à l'autorisation des cultures de melons, oignons, endives et choux-fleurs sur les terres qui bénéficient de droits à primes (DPU) dès le 1^{er} janvier 2008.

Cette décision a été prise grâce à l'intervention de la FNPL auprès du ministère de l'agriculture et de la FNSEA qui a porté avec efficacité la demande professionnelle au CSO.

Il reste à obtenir la sortie définitive de l'article 51 et l'intégration de l'ensemble des productions légumières dans le régime de DPU (admissibilité et dotation en DPU dès le 01/01/09).



ANNEXE 4

Paris, le 7 novembre 2007

Nouvelles recommandations internationales de Santé Publique, en matière de consommation de fruits et de légumes : au moins 600g/jour

Les recommandations tant attendues du deuxième rapport sur la prévention des cancers du WCRF International* viennent d'être révélées les 1^{er} et 2 novembre, lors de trois colloques internationaux qui se sont déroulés simultanément à Washington, à Londres et à Hong Kong.

Cinq années de travail scientifique, impliquant un panel de 21 experts internationaux, 9 équipes scientifiques indépendantes et des centaines de relecteurs (scientifiques spécialisés), ont permis d'élaborer **10 recommandations pour lutter contre le cancer**.

La méthodologie employée maximise l'objectivité et la transparence des résultats, grâce à la séparation entre le recueil des données, leur analyse et leur évaluation : parmi les 500 000 publications scientifiques identifiées, 22 000 ont été retenues, et enfin 7 000 recherches du plus haut niveau ont été jugées pertinentes à la réalisation du rapport. Pour finir, un panel d'experts a évalué les preuves et élaboré de façon unanime les [recommandations](http://www.wcrf.org) : www.wcrf.org.

Le rapport a défini 10 recommandations pour limiter la survenue des cancers, telles que :

- consommer au moins 600g de fruits et légumes par jour ;
- éviter la prise de poids en favorisant la consommation d'aliments à faible densité énergétique, et en limitant la consommation de boissons sucrées;
- limiter la consommation d'aliments industriels contenant du sel ajouté;
- pratiquer une activité physique régulière d'au moins 30 minutes par jour ;
- ne pas consommer de compléments alimentaires ; ...etc.

Trois questions au Professeur **Elio Riboli**, membre du panel des 21 experts et directeur de recherche de l'Imperial College de Londres :

1) Quelle est l'originalité de cette étude ?

ER : « Ce rapport, qui a pris 5 années d'un travail scientifique, est un modèle en terme de méthodologie, et représente un effort sérieux et indépendant qui a permis de résumer les connaissances actuelles ».

2) Quelles conclusions spécifiques sur les fruits et légumes ?

ER : « En matière de fruits et légumes, les résultats confortent les connaissances scientifiques antérieures et permettent d'amplifier les recommandations de consommation pour les populations à « au moins 600g par jour ».

3) Chaque année, on recense environ 10 millions de nouveaux cas de cancers dans le monde. Combien de nouveaux cas de cancers pourrait-on éviter en suivant les 10 recommandations du WCRF ?

ER : « En fait, en 2030, le nombre de nouveaux cas de cancers est supposé doubler ! C'est pourquoi, il est urgent d'agir et de développer des stratégies de prévention. Sur la base des connaissances actuelles, on estime que si une grande partie de la population suivait les 10 recommandations du WCRF cela permettrait d'éviter environ 30% des cancers, soit près de 3 millions de moins de personnes atteintes de cancer chaque année. »

* World Cancer Research Fund International

Concernant les fruits et légumes, le niveau minimum de consommation recommandé pour la population a augmenté de 50%

L'objectif de consommation de fruits et légumes est passé de « au moins 400g par jour » à : « **au moins 600g par jour** » pour la population.

Plus précisément, le panel d'experts a analysé les preuves scientifiques par type de cancers selon les différents aliments. Concernant les fruits et légumes plusieurs niveaux de preuves scientifiques suggèrent que :

- **les aliments contenant des fibres (tels que la groseille, le cassis, la framboise, le coing, le persil, la pomme...)** entrent dans la prévention des cancers de l'œsophage et du colorectum ;
- **les légumes** entrent dans la prévention des cancers de la bouche, du pharynx, du larynx, de l'œsophage, des poumons, de l'estomac, du colorectum, des ovaires et de l'endomètre ;
- **les alliacées (oignon, poireau, échalote...)** entrent dans la prévention des cancers de l'estomac ;
- **l'ail** entre dans la prévention des cancers colorectaux ;
- **les carottes** entrent dans la prévention du cancer des cervicales ;
- **les fruits** entrent dans la prévention des cancers de la bouche, du pharynx, du larynx, de l'œsophage, des poumons, de l'estomac, du nasopharynx, du pancréas, du foie, du colorectum ;
- **les légumes secs** entrent dans la prévention des cancers de l'estomac, et de la prostate ;
- **les aliments contenant des folates (tels que le cresson, l'épinard, le brocoli, la châtaigne...)** entrent dans la prévention des cancers du pancréas, de l'œsophage, du colorectum et de la prostate ;
- **les aliments riches en caroténoïdes (tels que la carotte, le poivron, le melon, l'abricot...)** entrent dans la prévention des cancers de la bouche, du pharynx, du larynx, des poumons ;
- **les aliments riches en bêta-carotènes (tels que la carotte, le persil, l'épinard, le fenouil et la mangue)** entrent dans la prévention des cancers de l'œsophage, de la prostate et de la peau ;
- **les aliments riches en lycopène (tels que la tomate, le melon ou le pamplemousse rose...)** entrent dans la prévention du cancer de la prostate ;
- **les aliments riches en vitamine C (tels que le cassis, le persil, le poivron, le brocoli, le kiwi, la fraise, l'orange, ...)** entrent dans la prévention du cancer de l'œsophage ;
- **les aliments riches en sélénium (tels que l'ail, l'endive, le poireau, les champignons, la pêche...)** entrent dans la prévention des cancers de la prostate, des poumons, de l'estomac et du colorectum ;
- **les aliments riches en vitamine B6 (tels que l'ail, la noix, la banane, la châtaigne, le poireau, le poivron...)** entrent dans la prévention des cancers de l'œsophage ;
- **les aliments riches en vitamine E (tels que la noisette, la noix, le fenouil, le kiwi, le petit-pois, l'épinard, le persil, la myrtille, l'avocat...)** entrent dans la prévention des cancers de la prostate et de l'œsophage ;
- **les aliments faibles en densité énergétique (tous les fruits et les légumes frais)** entrent dans la prévention de la prise de poids et de l'obésité.

Selon **Laurent Damiens**, directeur d'Aprifel : « *L'augmentation des niveaux minimum de consommation est logique au regard des résultats des études scientifiques. En effet, lorsqu'on analyse en profondeur les résultats des recherches, on s'aperçoit que les plus gros consommateurs de fruits et légumes sont ceux dont le taux de prévention est le plus élevé. Pour Aprifel, nos recommandations restent inchangées : entre 5 et 10 fruits et légumes par jour, c'est à dire entre 400g et 800g par jour, soit en moyenne 600g par jour. Au niveau d'une population, ceci rejoint les nouvelles recommandations minimales du WCRF, au moins 600g par jour ; qui en terme de portions équivaut désormais en moyenne à : au moins 7,5 par jour* ».

Démarche stratégique d'entreprise

Constat :

- Contexte environnemental : une demande de la société pour une agriculture respectueuse de l'environnement (comme l'attestent les résultats du Grenelle de l'Environnement), une réglementation de plus en plus stricte concernant l'homologation et l'utilisation des produits phytosanitaires.
- Contexte économique : des crises récurrentes, une concurrence accrue dans l'UE et hors UE.
- Contexte social : des problèmes de recrutement du personnel, de fidélisation, d'image des métiers.

Enjeux :

Les entreprises qui passeront le cap des prochaines années seront celles qui auront su s'adapter au contexte environnemental, économique et social actuel.

Objectif :

Accompagner les producteurs de légumes dans leur démarche stratégique. Les amener à prendre du recul, remettre en question leurs choix, anticiper et réaliser leur projet d'entreprise.

Actions :

La FNPL a mis en place le projet RESOL avec la collaboration de 4 partenaires : chambres d'agriculture des Bouches-du-Rhône et du Nord-Pas-de-Calais, SILEBAN, ESTIFEL.

RESOL vise à amener les producteurs de légumes :

- à formuler leur projet d'entreprise
- à en analyser la pertinence (vis-à-vis du marché ; des moyens techniques, économiques et humains à mobiliser...)
- à formaliser leur projet sous la forme d'un plan d'actions.

Un diagnostic d'entreprise (*Diagnostic RESOL*), permettant de faire l'état des lieux environnemental, économique et social de l'entreprise, a d'ores et déjà été créé par les partenaires du projet. Des conseillers ont été formés à son utilisation.

Perspectives :

En 2008, le groupe projet RESOL teste l'ensemble de la démarche stratégique auprès d'une vingtaine de producteurs dans chacune des 4 régions impliquées. Cette démarche comprendra, outre le *Diagnostic RESOL*, un suivi personnalisé de chaque producteur (coaching) et la mise en place de formations.

Contacts : Denis ONFROY, Christian DURLIN, Bernard GUILLARD, Michel SAFFIN, Pascal BAUMONT

PICLég : La Production Intégrée des Cultures Légumières

Constat :

- Une demande forte de la société pour une agriculture respectueuse de l'environnement
- Une demande forte des consommateurs pour une alimentation saine

Enjeu :

La pérennité de la production légumière en France passe obligatoirement par une meilleure protection des sols, de l'eau et de la biodiversité.

Objectif :

Il s'agit de mettre en place des systèmes de cultures innovants, minimisant les processus responsables des maladies des cultures.

Ces nouveaux systèmes de cultures doivent rester conformes aux exigences économiques des différents acteurs de la filière.

Actions :

C'est pourquoi, à la demande de la FNPL, l'INRA lance un grand programme de recherche intitulé **PICLég**, qui va permettre de fédérer tous les organismes de recherches et les acteurs de la filière autour de la **Production Intégrée des Cultures Légumières**.

Ainsi ce programme fédérera et coordonnera toutes les initiatives en matière de protection intégrée, au niveau :

- de la recherche fondamentale : INRA
- de la recherche appliquée : CTIFL
- de la diffusion des techniques : stations d'expérimentation régionales.

Ce programme est lancé au Congrès de la FNPL à Reims, les premières expérimentations débuteront en 2008 et s'étaleront sur 10 ans.

Les équipes de recherche sont d'ores et déjà formées et travailleront sur les thèmes suivants :

- La conception de **systèmes de cultures innovants**, minimisant les processus responsables des maladies des cultures, à l'échelle de la parcelle (succession culturale, rotations) et du paysage (zones de compensation écologiques).
- La gestion de la **fertilisation** et de la matière organique.
- La compréhension du fonctionnement et la gestion des **bioagresseurs telluriques et à diffusion large**.
- **l'efficacité économique** de la production intégrée.
- L'évaluation des **impacts** de la production intégrée sur **l'environnement et la qualité** des produits.
- **La promotion et le développement** des systèmes de production intégrée.

Le GIS PICLég :

La gouvernance du projet est assurée par un GIS (Groupement d'Intérêt Scientifique). Le but du GIS est de coordonner et d'orienter le programme de recherche PICLég.

L'instance de décision du GIS est le Comité stratégique, dont les membres sont l'INRA, la FNPL, le CTIFL (ces 3 partenaires constituant le Bureau), le Ministère de l'Agriculture, INTERFEL, l'APCA, FEDECOM, FELCOOP et VINIFLHOR. Les membres du Comité stratégique sont signataires de la convention régissant le fonctionnement du GIS.

Perspectives

Les travaux du GIS PICLég seront déterminants pour aider les producteurs à changer leurs pratiques. La collaboration de toute la filière sur ce projet permettra la mise en place d'un cahier des charges reconnu et d'une véritable valorisation des produits.

Contacts : Denis ONFROY, Christian DURLIN, Bernard GUILLARD

Plan d'adaptation des entreprises légumières : expérimentation en 2008 dans 2 régions pilotes

Constat :

- Contexte environnemental : une demande de la société pour une agriculture respectueuse de l'environnement (comme l'attestent les résultats du Grenelle de l'Environnement), une réglementation de plus en plus stricte concernant l'homologation et l'utilisation des produits phytosanitaires.
- Contexte économique : des crises récurrentes, une concurrence accrue dans l'UE et hors UE.
- Contexte social : des problèmes de recrutement du personnel, de fidélisation, d'image des métiers.

Enjeux :

Les entreprises qui passeront le cap des prochaines années seront celles qui auront su s'adapter au contexte environnemental, économique et social actuel.

Objectif :

Mettre en place des mesures environnementales, économiques et sociales de façon collective dans les différents bassins de production.

Actions :

La FNPL a initié il y a deux ans un Plan d'adaptation des entreprises légumières aux enjeux de la société, afin d'entraîner les entreprises légumières vers une meilleure protection de l'environnement, une compétitivité accrue et des pratiques sociales responsables. Il s'agit d'un véritable plan d'action collectif, basé sur un diagnostic de l'exploitation et sur l'engagement de tous les producteurs d'un bassin sur des mesures concrètes.

Ce plan d'adaptation des entreprises légumières met fortement l'accent sur la protection des milieux et des ressources : biodiversité, sol, eau, énergie. Il propose notamment la mise en place de zones de compensation écologique et de techniques alternatives à la protection chimique des cultures. La FNPL a également sollicité l'INRA afin de piloter un programme de recherche sur la Production Intégrée des Cultures Légumières (PICLég), impliquant tous les niveaux de la recherche (INRA, CTIFL, stations d'expérimentation régionale) et de la filière.

Le plan d'adaptation des entreprises légumières concilie exigence environnementale et performance économique. Il propose des mesures de modernisation, des démarches de valorisation de la production, ainsi qu'un accompagnement des producteurs sur leur projet d'entreprise au moyen de différents outils : diagnostic stratégique d'entreprise, formations, conseil,...

Enfin le plan d'adaptation des entreprises légumières met l'accent sur la question de l'emploi. Il propose des mesures pour rapprocher les demandeurs d'emploi et des employeurs du secteur, améliorer l'image des métiers mais aussi améliorer la gestion des ressources humaines sur les exploitations : recrutement, organisation du travail, motivation et fidélisation des salariés, management,...

Perspectives :

La FNPL propose de mettre en place une expérimentation de ce programme dès 2008, sur 2 bassins de production légumières Basse-Normandie et Manche. Cette initiative a recueilli un accueil favorable du Ministère de l'Agriculture. Elle pourrait être étendue à d'autres régions en 2009, et notamment à la région nantaise.

Contacts : Denis ONFROY, Christian DURLIN, Bernard GUILLARD.

Protection des cultures

Contexte et Enjeux

Suite à la révision de l'annexe 1 de la directive européenne 91/414, de nombreuses substances actives ne sont plus homologuées. Dans un contexte sociétal où la protection de l'environnement est un sujet défendu par de nombreux acteurs, les producteurs se voient de plus en plus souvent confrontés à des impasses techniques, ne disposant plus des protections nécessaires pour leur culture.

La FNPL répond à deux enjeux :

- faire en sorte que les producteurs ne se retrouvent pas sans produit phytosanitaire et puissent continuer d'exercer leur métier, en supprimant les distorsions de concurrence
- répondre aux attentes pressantes de la société par rapport à la protection de l'environnement, et des bonnes pratiques agricoles.

Objectifs

Ces deux actions se découlent en plusieurs objectifs dont les échéances se situent à court et plus long terme.

Dans un premier temps, la FNPL doit réaliser des actions syndicales face au retrait des substances actives, en exigeant une harmonisation de l'homologation des produits à l'échelle européenne, et en réalisant un suivi des dossiers de demandes d'homologation, afin que la procédure soit la plus rapide possible.

La FNPL se positionne également en tant qu'initiatrice du projet PicLeg, projet de recherche mis en place avec l'INRA et le CTIFL, sur la recherche de méthodes de lutte intégrée, reproductibles sur les exploitations et viables économiquement. Ce projet apporte de la crédibilité à la FNPL, qui montre que la production légumière cherche des solutions alternatives afin de répondre aux attentes de la société, mais ne peut en attendant laisser ses producteurs sans protection pour leurs cultures.

Actions

Plusieurs actions ont été engagées en 2007 :

- demande d'homologation du diméthoate pour la carotte, en juin
- organisation de réunions entre stations d'expérimentation et sections nationales afin d'identifier les priorités en terme d'homologation de produits phytosanitaires
- mise en place d'un calendrier avec la DGAL et l'appui technique du CTIFL, afin de réaliser un suivi des dossiers, et de porter politiquement les demandes des professionnels
- lancement du GIS PicLeg (*voir fiche PicLeg*)

Propositions perspectives

Le 17 décembre, une nouvelle réunion avec la DGAL permettra de faire le point sur l'avancée des dossiers, d'évoquer les nouvelles problématiques et d'instaurer le calendrier 2008. Des échéances seront établies pour chaque problématique, notamment concernant la mouche et le désherbage des cultures légumières. Entrée des stations d'expérimentation dans PicLeg. (*voir fiche PicLeg*)

Contacts

Gérard Roche – Anne-Sophie Le Menn

Citation

avec la participation active de Bernard Guillard, Vincent Schieber

Serres et Energie

Contexte et Enjeux

L'année 2007 a été fortement marquée par une hausse des prix de l'énergie, de plus de 60 % depuis 2 ans. Ce facteur de production représente aujourd'hui 20 à 40 % du coût de revient pour la production sous serres. La mise en place des énergies renouvelables augmente toujours plus les investissements à réaliser, et place les serristes dans des situations financières souvent difficiles. De plus, la concurrence est très marquée : les pays du Sud ont des coûts de main d'œuvre beaucoup moins élevés, et les pays du Nord ont mis en place une politique énergétique basée sur la cogénération qui leur permet de réduire leurs prix de vente.

Objectifs

Les objectifs de la FNPL, représentée par la commission Serres Energie, sont de réaliser une veille réglementaire et politique, mais également de renforcer les partenariats avec les fournisseurs d'énergie. Il est nécessaire de mettre en place une politique énergétique adaptée, en développant la cogénération, les systèmes d'économie d'énergie et les énergies renouvelables.

Actions

Des actions syndicales sont réalisées auprès du ministre et de ses conseillers à propos de la période de rachat de l'électricité, de 5 mois en France contre 12 mois dans les Pays Bas, ce qui pénalise les serristes, notamment par rapport aux retours sur investissement. La commission Serres et Energie appuyée par Angélique Delahaye exerce également une pression concernant le remboursement des taxes TIPP et TICGN, qui n'a pas été réalisé au premier semestre 2007.

La commission s'attache enfin à renforcer le partenariat avec les fournisseurs d'énergie, et notamment GDF, qui a permis de maintenir le lissage trimestriel à des taux intéressants, et de mettre en place une transition progressive d'ici 2010, avec une révision annuelle. De plus, cette collaboration a permis de lancer les négociations concernant le rachat des certificats d'économie d'énergie.

Propositions perspectives

1. En donnant aux producteurs les moyens de faire face à la hausse du prix de l'énergie

Ceci passe par l'allègement des charges de main d'œuvre en mettant en place une exonération des cotisations sociales au titre du 2^{ème} semestre 2007, afin de réduire les coûts de production. La hausse du prix de l'énergie doit également être répercutée en mettant en place une surtaxe en pied de facture, comme cela est fait pour les transporteurs et les marins pêcheurs.

2. En permettant aux producteurs de disposer de trésorerie

Le dispositif de remboursement des taxes TIPP et TICGN doit être maintenu pour l'année 2007. De même, les tarifs réglementés doivent être maintenus, et notamment le tarif **Tel Nuit**. L'Etat doit mettre en place une procédure afin que les producteurs n'aient plus à avancer la TVA sur les achats de fioul, comme cela existe déjà pour les transporteurs.

3. En accompagnant les entreprises dans les changements d’énergie

Pour cela, il faut mettre en place une politique de cogénération en allongeant le contrat de rachat de l’électricité à 12 mois, contre 5 actuellement, et en accompagnant la mise en place de la cogénération sur des structures petites et moyennes.

Les pompes à chaleurs doivent être expérimentées, et un financement doit être accordé en vue du développement de cet équipement.

Enfin, les partenariats avec les fournisseurs d’énergie doivent être renforcés, notamment par exemple dans le cadre de la mise en place des certificats d’économie d’énergie.

4. En donnant aux producteurs les moyens d’investir

L’ensemble des aides à l’investissement (construction, modernisation, énergie) doivent être rassemblées au sein d’un dispositif national (la circulaire serre) intégré dans le dispositif européen du développement rural (RDR).

Il faut également porter le taux de subvention aux plafonds européens et doter la ligne budgétaire de Viniflor en conséquence.

Contacts

Jean-François Vinet – Anne-Sophie LE MENN

Avec la participation active de Pierre Diot, Henri Marchal, Jean-Pierre Barrault, Philippe Daré, Michel Le Gall

Rapport d'activité 2007

3 pôles :

- ▶ Pôles Filière, Appui aux entreprises
- ▶ Pôles Emploi
- ▶ Pôles Communication réseau

Dossier	Finalités (enjeux – objectifs politiques)	Partenaires (dans/hors réseau)	Activité (ce qui a été réalisé)	Perspectives (calendrier)	<u>Documents disponibles</u>
POLE FILIERE APPUI AUX ENTREPRISES					
RELATIONS INTERNATIONALES : ANGELIQUE DELAHAYE/DENIS ONFROY/PIERRE DIOT/CHRISTIAN DURLIN					
COPA	Etablissement de positions communes des organisations professionnelles représentatives de la production de F&L	Cogeca Fnsea/JA Organisations professionnelles des Etats membres de l'UE.	Positions communes sur la réforme de l'OCM, l'harmonisation des réglementations phytosanitaires	Elaboration des règlements d'application de l'OCM ; participation aux comités consultatifs de la Commission européenne	Prises de position et courriers du Copa
BEAF	Veille réglementaire européenne, relations avec la Commission européenne.	membres du GIE « Bureau Européen de l'Agriculture Française »	Information en temps réel des responsables de la Fnpl, capacité à réagir auprès des autorités françaises et communautaires	Préparation des règlements d'application de l'ocm, révision de la Pac, 2 ^{ème} pilier, réglementations sanitaires phytosanitaires, environnementales	Documents transmis par le Beaf
Comité mixte franco-espagnol	Relations gouvernements/profession des 2 pays, mise à plat des difficultés	Ministère de l'Agriculture, viniflor,	Groupe de contact franco-espagnol	Une réunion/an du comité mixte, une	CR du comité mixte

franco-espagnol	ou divergences, recherche de positions communes. Initiative FNPL/DPE suite à l'entrée de l'Espagne dans l'Union Européenne.	autorités espagnoles, organisations professionnelles espagnoles	« tomate », et groupe élargi aux organisations des autres états producteurs ; positions convergentes sur la réforme de l'ocm, l'harmonisation des réglementations notamment phytosanitaires, les relations avec le Maroc	réunion du groupe tomate	
Relations bilatérales	Meilleure compréhension mutuelle, partages d'expérience, établissement de positions communes.	<ul style="list-style-type: none"> - Suisse - Allemagne - Italie - Espagne 	Congrès 07 à Berne Séminaire jeunes 07 Colloque à Véronne Congrès Coag 07	Structurer l'action internationale de la FNPL	
FILIERE : ANGELIQUE DELAHAYE/JEAN SALES/JACQUES ROUCHAUSSE/PIERRE DIOT					
Interprofession	Promotion des produits et développement des marchés des F&L, Dialogue interprofessionnel Défense des intérêts communs, veille médiatique	Familles d'Interfel, Ministère de l'agriculture, Viniflor,	Campagnes de communication : « la moitié dans mon assiette », semaine de la Fraich'attitude », Relations média sur les prix, les résidus phyto...	Mise en place d'un plan d'action au profit de la Valorisation des origines « France »	Rapports et documents Interfel/Aprifel
Droit de la concurrence et du commerce	Défense des intérêts des entreprises de production et de 1 ^{ère} mise en marché, acquisition des compétences juridiques nécessaires, propositions réglementaires ou législatives	Cabinet d'avocat, Dgcrf, Interfel, viniflor	Animation du FAIR, fonds d'action et d'intervention rapide contre les ristournes ou promotions abusives	Actions en justice, Encadrement des Pav Réforme de la loi Galland	

Accessibilité	Encourager les initiatives d'entreprises, ou améliorations réglementaires dans le but de faciliter « l'accessibilité » des F&L	Dpei, Dgal, Viniflor, Interfel et familles	Participation au « pôle accessibilité » et au groupe présidé par J.Sales au sein d'Interfel	Soutien du Ministre, Projets « triporteur », « filières dédiées »...	Notes Fnpl ou Interfel
Organisation des marchés	Mettre en place de dispositifs de structuration, organisation de l'offre et de la 1 ^{ère} mise en marché	Sections nationales, Comités, Interfel et familles, Dpei, viniflor	Relations suivies avec les sections nationales, Organisation du marché de la salade	Appui aux projets de structuration en région ou d'organisation par produit, de la production puis la mise en marché à la filière et l'interprofession	Note Fnpl
Valorisation de la production locale	Fédérer les exploitants de ceinture verte autour d'un projet commun de valorisation de leurs productions. Etablir un réseau d'associations locales de valorisation des productions de ceinture verte, dans le but de partage d'expériences. Communiquer sur les produits issus des zones de ceinture verte, en mettant en avant les atouts proximité et fraîcheur.	<p>Viniflor : subvention accordée pour la mise en place du réseau des associations locales.</p> <p>CTIFL : enquête sur les attentes et la satisfaction des consommateurs par rapport à ces produits locaux.</p> <p>Vilmorin : subvention accordée à l'association pour le développement de la communication.</p> <p>Les partenaires des associations membres :</p>	<p>3 associations locales sont entrées dans le réseau national :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Association Tradition Maraîchère Champenoise -Association Tradition Maraîchère de la Haute-Garonne -Association Jardin de Perpignan <p>Signature de l'adhésion de Jardin de Perpignan au réseau, lors du congrès de Perpignan.</p> <p>Un bulletin de liaison a été créé pour</p>	La poursuite des Développement du réseau « Maraîchers de Tradition », Appui aux projets locaux de valorisation Echanges d'information via le bulletin de liaison et le site Internet	Charte des Maraîchers de Tradition Cahier des charges Bulletins de liaison

		<p>-La Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne</p> <p>-La FDSEA de la Marne</p> <p>- La Chambre d'Agriculture des Pyrénées-Orientales</p>	<p>partager les expériences des producteurs de ces associations locales.</p> <p>Les pages Tradition Maraîchère du site Internet ont été mises à jour</p>		
Paquet Hygiène	<p>Application du règlement européen sur l'hygiène et la sécurité alimentaire au stade de la production.</p> <p>Diffusion des informations nécessaires auprès des producteurs.</p>	<p>CTIFL</p> <p>FNSEA</p> <p>JP.Douillard</p>	<p>CTIFL : au sein de la commission mixte qualité environnement Ctifl, Interfel, Viniflor, travail de rédaction d'un guide des bonnes pratiques hygiéniques au niveau production.</p> <p>FNSEA : Suivi des travaux au sein des différentes associations spécialisées.</p>	<p>L'application du règlement est effective depuis le 1^{er} janvier 2006.</p> <p>Le guide de bonnes pratiques d'hygiène est validé par l'ensemble des familles de l'amont. Il est soumis à la validation de l'AFSSA.</p> <p>La FNSEA poursuit ses activités de veille : rédaction d'un guide commun à l'ensemble des filières et l'ensemble des pays (au sein du COPA).</p>	<p>Projet de guide de bonnes pratiques hygiéniques.</p>
Dossier salade d'été	<p>Connaître l'offre salade d'été sur le marché français, afin de gérer au mieux l'offre par rapport à la demande</p> <p>Echanger entre les producteurs des différentes régions sur les tendances de volumes et de qualité, et sur la situation du marché.</p>	<p>Les correspondants régionaux et OP représentatifs du marché de la salade, ainsi que les comités de bassin et syndicats départementaux</p>	<p>Les réunions ont lieu chaque semaine, le mardi, de 12h00 à 12h30.</p> <p>Un compte rendu est envoyé à toutes les régions participantes.</p>	<p>Mise en place d'une section nationale salade d'été, pour la prochaine campagne</p>	<p>Compte rendu hebdomadaires de suivi de marché</p>

<p>Semaine fraîch'attitude</p>	<p>Semaine d'accessibilité des fruits et légumes partout en France, à destination des consommateurs. Opération organisée par l'Interfel</p>	<p>Interfel – Aprifel Familles d'Interfel et acteurs de la filière</p>	<p>La FNPLégumes a été relais auprès de son réseau de professionnels et de syndicats départementaux. Portes ouvertes dans leurs exploitations, des marchés de producteurs, des visites dans les écoles, ...</p>	<p>La semaine Fraïch'Attitude, 4^e édition, est prévue du 28 mai au 8 juin 2008.</p>	<p>Site internet : www.semainefraichattitude.fr CD / DVD sur le bilan de la semaine fraîch'attitude 2007</p>
<p>Sticker de la Ligue contre le cancer</p>	<p>-Communiquer sur les bénéfices santé des fruits et des légumes</p>	<p>Interfel/Aprifel Opération organisée par la Ligue contre le Cancer, avec l'interprofession, et l'ensemble des familles d'Interfel</p>	<p>130 millions de sticks directement sur les fruits et légumes, distribués entre le 15 novembre et le 15 décembre.</p>	<p>Edition 2007</p>	
<p>POLITIQUES AGRICOLES : ANGELIQUE DELAHAYE/DENIS ONFROY</p>					
<p>OCM Réforme du 2200/96</p>	<p>Amélioration des dispositifs communautaires, maintien du dispositif des organisations de producteurs, gestion des crises, promotion des F&L</p>	<p>DPEI, Fnsea, Felcoop, Copa</p>	<p>Une réforme qui renforce le rôle des OP et permet l'anticipation/gestion des crises</p>	<p>Utilisation des potentialités de l'ocm en France</p>	<p>Note Fnpl de juillet 06 à la Commission européenne</p>

PAC	Utilisation du second pilier, résorption des distorsions de concurrence entre Etats membres ou entre producteurs	DPEI, Fnsea	Autorisation de cultiver des endives, melons, oignons ou choux fleur sur les terres primées	Intégration en 2009 des légumes dans le RPU et dotation des surfaces légumières	Note Fnpl
Plan d'adaptation : Denis Onfroy					
Plan d'Adaptation	<p>Dans le contexte du Grenelle Environnement, engager les bassins de production légumière dans une agriculture respectueuse de l'environnement, économiquement viable et socialement responsable.</p> <p>En 2008, mettre en place le Plan d'adaptation des entreprises légumières dans 3 régions pilotes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Basse-Normandie - Nord-Pas-de-Calais - Région nantaise. <p>Etendre le Plan d'adaptation dans d'autres régions à partir de 2009.</p>	<p>Dans le réseau :</p> <p>Comités de bassin Syndicats Stations expérimentales</p> <p>Régions impliquées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Basse-Normandie - Pays de Loire - Grand Sud Ouest - Languedoc-Roussillon - PACA - Bourgogne - Champagne-Ardenne - Alsace - Lorraine - Nord-Pas-de-Calais/Picardie 	<p>Intégration de mesures agro-environnementales (MAE) « légumes » dans le PDRH :</p> <p>rotation, zones de régulations écologiques...</p> <p>Demande de déplaçonnement à 900€/ha de la compensation pour les zones de régulation écologique, au lieu de 450€/ha.</p> <p>Présentation au ministère du programme environnemental, économique et social des trois régions pilotes. => Soutien du ministère auprès des DRAF.</p>	<p>15 novembre 2007 : Dépôt des dossiers MAE auprès des DRAF.</p> <p>15 mai 2008: Démarrage des mesures agro-environnementales</p>	Le Plan d'adaptation des entreprises légumières

PICLég	Mettre en place un grand programme de recherche sur la Production Intégrée en Cultures Légumières, impliquant les différents niveaux de la recherche et du développement : - INRA - CTIFL - Station régionales, mais aussi les différents acteurs de la filière légumière, de la production au commerce.	FNPL, INRA, CTIFL, MAP, VINIFLHOR, INTERFEL, APCA, FEDECOM, FELCOOP.	Mise en place d'un GIS (Groupement d'Intérêt Scientifique), réunissant les différents partenaires sous la présidence de l'INRA.	- Mise en place des équipes de recherche - Mise en place des programmes de recherche. Les travaux se dérouleront sur 10 ans.	Synopsis PICLég.
RESOL	Les entreprises de demain seront celles qui auront su anticiper les changements et s'adapter. => Mettre en place les outils amenant les producteurs de légumes à construire leur projet d'entreprise: diagnostic stratégique d'entreprise, formation au projet d'entreprise et accompagnement.	FNPL, Chambres d'agriculture du Nord-Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône, SILEBAN, ESTIFEL.	Création du <i>Diagnostic RESOL</i> , diagnostic stratégique permettant de faire l'état des lieux environnemental, économique et social de l'exploitation. Formation de conseillers à l'utilisation de ce diagnostic.	Expérimenter l'accompagnement des producteurs de légumes à la mise en place de leur projet d'entreprise.	RESOL Info n°2
SERRE ET ENERGIE : JEAN-FRANÇOIS VINET/PIERRE DIOT/HENRI MARCHAL					
Plan d'adaptation serre/énergie	Aider les exploitations à s'adapter à la nouvelle donne énergétique. Aides à la modernisation, Aides	FNPHP Ministère agriculture CTIFL Viniflhor	comité VINIFLHOR relation fournisseurs énergies alternatives	Suivre les réunions du groupe « Energie » (réuni par Viniflhor) Travail avec les pouvoirs publics et les fournisseurs d'énergie	Note pour le Grenelle Note ministre 19 octobre 07 Courriers aux ministres novembre 07

Contrats de fourniture de gaz, fioul lourd	Adapter les offres de fourniture à la production sous serre	Gaz de France Total	RDV GDF les 30/03, 02/06, 24/10/2007	Maintien des tarifs tel et tel nuit	
TICGN / TIPP	Maintenir l'exonération TICGN/TIPP	Gouvernement FNSEA		Demande de prolongation	
Norme AFNOR	Mise place d'une norme sur la sécurité des travailleurs	MAP AFNOR	Elaboration d'une norme visant à réglementer la sécurité des travailleurs sous serres	Vulgarisation auprès des producteurs pour faciliter sa mise en place	En cours d'élaboration
Financement serre 2007/2013	(PVE – RDR)	FNPHP Viniflor	Publication de la circulaire	Obtenir un guichet unique national inscrit dans le plan de développement rural hexagonal	Circulaire serres 2007
Protection des cultures : Gérard Roche/Alain Cottebrune/Christian Durlin					
Homologation de produits phytosanitaires	Depuis un an, aucune homologation en production légumière.... - alléger procédure - bien régler le problème des responsabilités	M. Blogowski (DGAL) CTIFL	- Short list des besoins prioritaires - Rencontre avec M. Blogowski	Travail en lien direct avec le CTIFL et la DGAL Calendrier de réunions mis en place. Travail en lien avec une firme	
Indemnisation lors d'attaques de cultures par ravageurs article 9 loi rurale	mise en place des fonds de solidarité pour l'indemnisation des producteurs	SN tomates FNSEA CTIFL DGAL	Réunions sur les projets de décret et d'arrêté avec les AS de la FNSEA à la DGAL	Proposer puis mettre en place un dispositif	Arrêtés ministériels

Hygiène, Qualité : Traçabilité Jean-Paul Douillard					
Suivi de la production : Jacques Rouchaussé					
Bénéfices Agricoles Forfaitaires					
BAF (Bénéfices Agricoles Forfaitaires)	- Négocier avec la direction générale des impôts les tendances de l'imposition des BAF, afin de donner des directives aux administrations dans les départements	DGI P.Hourbeigt B.Coustabeau	Négociation le 24 avril à la DGI, en amont des négociations départementales. Envoi des tendances pour l'imposition 2006	Reconduction de la négociation en avril prochain, pour l'imposition 2007	Tableau des BAF 2006 par département et par culture.

POLE EMPLOI-					
GESTION RESSOURCES HUMAINES : HERVE CONAN (22)					
INSERTION : CLAUDE TREMELAT (13)					
Main d'Oeuvre Coût du Travail Jean Roger GARNIER (49), Martine MILAN(35)					
COÛT DU TRAVAIL – JEAN ROGER GARNIER (49), MARTINE MILAN (35)					
Suivi de la commission emploi de la FNSEA	Faire des propositions adaptées à la filière légumière au sein de la commission emploi de la FNSEA.	- FNSEA - Groupe de professionnels référents	Participation régulière de la FNPL à la commission emploi Fonctionnement d'un groupe de professionnels référents et consultés à chaque commission emploi	Mise en place et animation d'une commission FNPL emplois, métiers, RH et insertion	Comptes rendus des commissions
Propositions pour diminuer le coût du travail	Faire des propositions pour diminuer le coût du travail Suivre l'actualité juridique et faire des propositions d'amendements des textes	- Ministère de l'Agriculture - Ministère de l'Emploi - FNSEA	<u>Principaux dossiers travaillés en 2007</u> : Négociation sur les Seniors, la durée du travail et la		Notes à disposition sur Extranet

			Prévoyance-Santé Conférences du gouvernement sur l'emploi (conditions de travail : risques, pénibilité) Négociation interprofessionnelle sur le marché du travail		
Vieille juridique	Suivre l'actualité juridique et faire passer les informations essentielles		Notes à l'attention du réseau		Notes à disposition sur Extranet
LES RESSOURCES HUMAINES DANS LA STRATEGIE D'ENTREPRISE – ALAIN COTTEBRUNE (50)					
Sensibilisation des entreprises à la GRH dans la stratégie d'entreprise	Activer les outils créés auprès des organismes professionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Entre-Image - Fasild - Producteurs des Bouches du Rhône - FDSEA Hérault, FDSEA Drôme, Sileban, FDSEA Vaucluse - Fonds Social Européen 	Réalisation d'un film « paroles croisées en chefs d'entreprises et salariés sur les relations dans l'entreprise, présentation lors de salons (Sival, Sifel, Miffel) Organisation d'une dizaine de débats sur la GRH en région	Diffuser le film Tester la mise en œuvre de la charte des pratiques sociales. Diffuser et Intégrer les outils GRH dans les exploitations maraîchères .	Après Faut Qu'on Discute Film « Ouvrir le débat sur les Ressources humaines dans l'entreprise »
			Réalisation d'une charte des pratiques sociales en entreprise	Diffuser la charte de l'employeur	Charte des pratiques sociales Convention avec les organismes professionnels locaux

Appui au réseau travaillant sur la GRH	Mobiliser et former les conseillers RH sur la base des outils de GRH créés	FDSEA Drôme / Hérault / Vaucluse / FMN / Sileban Manche / Adefa Gironde / FNPE	Organisation de formations de conseillers Organisations de formations de producteurs Animation du « centre ressources » internet : le Wiki. Rédaction d'un bulletin de liaison RH	Elargir le réseau des conseillers et des bassins de productions impliqués dans le travail sur les RH	Wiki Formation des conseillers Bulletins d'information
Gestion prévisionnelle de l'emploi	Gestion des ressources humaines. Quelles pratiques dans les entreprises ?	FNSEA	Etudes GRH Création d'un outil de recrutement pour les chefs d'exploitation		Etude finalisée Livret de recrutement
INSERTION RELIE ~ RESEAU DES ENTREPRISES LEGUMIERES D'INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CLAUDE SEGALEN (29)					
Développement de l'Offre d'Insertion	Création de nouvelles ELIE et Développement de l'offre d'insertion au sein des ELIE existantes	Dans chaque territoire : - DDTE-FP - FDSEA - UREI - ELIE - MSA	Suivi de 5 nouveaux projets d'EI	Renforcement de la prospection sur les territoires avec les conseillers	Carte de France des ELIE Guides pratiques
Amélioration et consolidation des pratiques sociales des ELIE	Appui- Conseil pour le renforcement des pratiques sociales des ELIE	- ELIE	Mise en place d'actions de progrès	Formalisation des compétences sociales des ELIE transférables aux entreprises classiques	Classeur fiches pratiques sociales des ELIE
Appui des ELIE aux entreprises classiques sur	Mise en place de transferts de compétences spécifiques entre ELIE et entreprises classiques	ELIE	A partir de l' Analyse des parcours des personnes en insertion	Appui conseil sur les besoins spécifiques des exploitations dans l'embauche	Etude sur les besoins des employeurs dans l'embauche d'un

personnels précaires			et les compétences sociales spécifiques des ELIE	dans l'embauche d'un CI-RMA ou de personnes en grande précarité sociale.	l'embauche d'un CI-RMA Création d'un pôle ressources sur compétences sociales (Avril 2007)
Travail d'échange entre réseaux de l'IAE en agriculture	Echange sur les compétences et les spécificités d'insertion et d'agriculture entre réseaux de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE)	- Laser Insertion - Cocagne - GEIQ Agricole	Création d'un film sur les questions d'insertion et de salariés en difficulté dans le secteur maraîcher	Débat au sein des territoires sur les questions d'insertion	Après Faut Qu'on Discute Film « Ouvrir le débat sur l'insertion dans l'entreprise »
INSERTION AGRI~EMPLOI – ACTION SUR L'INSERTION DU PERSONNEL HANDICAPE DANS LA FILIERE LEGUMIERE – PIERRE HOERTER (67)					
Promotion de l'emploi du personnel handicapé dans les exploitations maraîchères	Création diffusion d'outil d'accompagnement pour favoriser l'embauche de personnel handicapé	Agefiph CNEFEI La Main Verte	Création harmonisation d'un guide répertoire commun avec la fédération des fruits pour les prescripteurs de l'emploi	Diffusion des documents produits auprès des prescripteurs d'emploi	Guide répertoire Légumes et Fruits destiné aux prescripteurs de l'emploi
Formation - Philippe Martail (29)					
CQP (certificat de qualification professionnelle)	Revaloriser le métier d'ouvrier spécialisé en maraîchage, via une reconnaissance des acquis d'expérience	FAFSEA Professionnels membres ou non de la CPNO	Suivi du dispositif CQP		Référentiels du CQP Documents de communication sur les CQP.

POLE COMMUNICATION – APPUI AU RESEAU					
OUTILS DE COMMUNICATION RESEAU : GROUPE « COMMUNICATION RESEAU » JACQUES ROUCHAUSSE					
Légumes Infos	Légumes Infos est le journal de la FNPL, informe tous les producteurs de légumes des actions et des propositions de la FNPL.	Réussir Fruits et Légumes (mise en page, impression et diffusion). Partenaires : Interfel - Aprifel FAFSEA Club Partenaire	6 numéros/an Augmentation de la diffusion de Légumes Infos de 1370 (décembre 2006) à 2410 abonnés (septembre 2007). Approche de la Presse Agricole Départementale pour proposer de façon systématique le LI.	Développer la diffusion de Légumes Infos Complémentarité avec le fil du haricot, internet, extranet	Les différents numéros de Légumes Infos
Fil du haricot	Communiquer directement auprès des producteurs adhérents à la FNPL, Resserrer les relations avec les organisations adhérentes	Club Partenaires, FDSEA et associations adhérentes à la FNPL Club Partenaire	Lancement du mensuel le fil du haricot en novembre 2007 : envoi par courrier à 2000 producteurs adhérents	Envoi mensuel par mail,	Fil du Haricot N° 1 (octobre 2007), Fil du haricot n°2 (nov 2007)
Salons	Appui aux organisations adhérentes régionales pour communiquer vers les producteurs de légumes Montrer le dynamisme du syndicalisme, en présentant les différents projets engagés au sein de la FNPL.	Organisations adhérentes, Frsea, Comités de bassin	MIFFEL 2006 17 – 18 – 19 – octobre 2006 en Avignon : stand FNPL SIVAL 17 – 18 – 19 janvier 2007 Angers : stand FNPL, FRPF, et FRSEA. SIFEL 13 – 14 – 15 mars 2007 à Agen : stand FNPL.	Participation au SIVAL en janvier 2008 et au SIFEL en février 2008. Synergies avec les entreprises du club partenaire	

CLUB PARTENAIRES – JEAN~CLAUDE LE GALL					
Club Partenaires	Réflexion prospective sur les évolutions de la filière légumes Proposition de solutions métier Mettre en place des synergies de communication	Filclair – Hervé Choteau Hortimax –Eric Legros Grow France –Jean-Emmanuel Piettre Phalippou-Frayssinet : Jean-Paul Farbos Vilmorin : Bruno Ollivier	Nouveau partenariat mis en place à la suite d'échanges avec chacun des membres du club partenaires Visite d'entreprise le 25 octobre chez Phalippou-Frayssinet, Réflexion prospective Actions communes de communication	Accueil d'autres partenaires Organisation d'une réunion prospective Lien entre les entreprises du club partenaires et les outils de communication de la FNPL Mise en place de synergies lors des salons	Compte rendu de la réunion du club partenaires Note de présentation du club partenaires
CONGRES~EVENEMENTS – JACQUES ROUCHAUSSE					
50^{ème} Congrès national des producteurs de légumes 19, 20, 21 octobre 2006 à Perpignan – 60^e anniversaire de la FNPL	Rassembler les producteurs de légumes, leurs représentants, et la filière pour Définir et orienter la politique de la FNPL Interpeller et dialoguer avec Pouvoirs publics Le thème 2006 « Euroméditerranée : Périls et enjeux ! ».	Comité d'organisation : FDSEA 66 – FNPL Interfel-Aprifel, CTIFL, Fafsea, les comités de bassin, les sections nationales légumes, les marques des légumes de France...	Mise en place du congrès professionnel, accueillant environ 350 congressistes. Recherche d'intervenants compétants		Légumes Infos spécial congrès 2006 Actes du Congrès
« Les Légumes dans la Ville »	Communiquer vers les consommateurs, les médias, les élus. Faire découvrir les légumes aux consommateurs et aux élèves. Action pédagogique et éducative	Organisation 2006 : FDSEA 66 – FNPL Interfel-Aprifel, Viniflor, les sections nationales légumes, les marques des légumes de France...	Opération des « Légumes dans la ville » en 2006 Accueil de plus de 300 élèves sur le site.	Les « légumes dans la ville » Reims 07	Légumes Infos spécial congrès 2006

Séminaire Jeunes Maraîchers 2007	Formation et information des jeunes maraîchers	Deutcher Bauer Verband Commission européenne Fnsea	Une semaine en février en Allemagne sur le thème du RDR et de l'OCM, les enjeux de la Pac ;	Séminaire 2008 en Espagne	Rapport et comptes-rendus des visites Légumes infos
Internet/Extranet	Information tous publics Information des organisations adhérentes		Mise en ligne régulière de documents Information hebdomadaire du réseau		